

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBÉRY

Chambéry, le 03 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société YELMINI SAS

Chemin de Carlet
39160 SAINT-AMOUR

Références : 20251022-RAP-InspCarriereYELMINI_Aime-La-Plagne-Vilette-complet
Code AIOT : 0006101497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 22/10/2025, dans l'établissement YELMINI implanté au lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne (73210). L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du « Plan pluriannuel de contrôle » (PPC) du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Le jour de la visite, le site était en activité.

Une revue documentaire a été conduite en séance. À cette occasion, un point a été fait avec l'exploitant concernant les suites données par ce dernier aux demandes d'actions correctives formulées par le service d'inspection à l'issue de la visite d'inspection technique d'octobre 2024, visite qui, pour rappel, s'inscrivait dans le cadre d'une reprise de l'exploitation du site selon les dispositions d'un nouvel arrêté préfectoral du 01/12/2023 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter cette carrière de marbre.

S'en est suivi une visite de terrain (accès au site, fronts d'exploitation, carreau inférieur, zone de stockage des produits finis).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YELMINI SAS
- Lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 02/02/1993, la société SA YELMINI a été autorisée à exploiter, pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 14 000 tonnes, une carrière de pierres ornementales (marbre bleu de Savoie) sise au lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne.

Ces dispositions réglementaires ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 28/01/2014 portant renforcement des conditions d'exploiter.

Par arrêté préfectoral n° ICPE-2023-070 du 01/12/2023 portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation de la carrière de « Sainte-Anne », la société SAS YELMINI a été autorisée à poursuivre l'exploitation du site de pour une nouvelle période de 30 ans (remise en état comprise) et une production annuelle maximale inchangée, soit 14 000 tonnes (comprenant 7 000 tonnes de refus valorisés en granulats).

Compte-tenu de l'implantation géographique de la carrière (conditions climatiques), l'extraction du marbre a lieu par campagnes annuelles s'échelonnant généralement d'avril à novembre, voire décembre.

Depuis 2008, les opérations d'extraction sont sous-traitées à des entreprises extérieures.

À ce jour, cette mission est confiée à la société Marbrerie Ariégeoise (implantée en Haute-Garonne) qui affecte le même personnel d'année en année.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.8.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois et 1 mois
3	Suivi périodique des ouvrages géotechniques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 - Article 11.6	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	Avant la réouverture annuelle du site
5	Mesures de préservation de la faune et de la flore	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Titre 8 et chapitre 8.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

1	Représentation de l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.1.1	Sans objet
4	Suivi des retombées atmosphériques de poussières totales	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 2.1.4	Sans objet
6	Commission locale d'information de la carrière	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.10.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection, assortie à un bilan des nombreuses demandes d'actions correctives et de justifications formulées par le service d'inspection postérieurement à la précédente visite intervenue d'octobre 2024 (qui, pour rappel, s'inscrivaient dans le cadre de la délivrance d'un nouvel arrêté préfectoral de décembre 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière et à la réouverture du site intervenue en avril 2024) a mis en lumière les difficultés de l'exploitant à justifier, dans les délais fixés, de la bonne mise en oeuvre des actions correctives nécessaires au respect de certaines des dispositions de son nouvel arrêté préfectoral.

Cette nouvelle visite a montré la nécessité pour l'exploitant de définir dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la réouverture annuelle de la carrière, un plan d'action échéancé (définition d'une fréquence et d'une périodicité pour chaque type d'opération/d'intervention (contrôles, purges ...) ainsi que la formalisation d'un "protocole de surveillance des fronts de la carrière" afin de cadrer le suivi géotechnique des fronts de la carrière YELMINI ainsi que des différents ouvrages de sécurité/protection déjà mis en oeuvre sur le site.

De même, l'exploitant doit prendre en compte un certain nombre de remarques concernant la formalisation des attendus réglementaires lors de la mise à jour annuelle de son plan d'exploitation topographique et de phasage.

Enfin, cette visite a montré que l'exploitant a bien procédé, en partenariat avec un bureau d'étude écologue, à la mise en place des mesures de réduction prescrites en faveur de la faune et de la flore ainsi que des mesures de suivi associées. Pour autant, ce dernier doit encore justifier de la formalisation d'un protocole de suivi par un écologue pour toute la durée de vie de la carrière et jusqu'à la fin de la phase de remise en état.

Au regard de ce qui précède, des demandes d'actions correctives et de justifications ont été formulées en ce sens dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Représentation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative - Titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation La SAS YELMINI dont le siège social est sis Chemin de Carlet - 39160 SAINT-AMOUR, représentée par M. Georges MICHON en sa qualité de Président, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne, l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants et dont le périmètre est précisé en annexe 1 du présent arrêté.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, un point avait été fait concernant le statut de M. Georges MICHON (présenté comme "Président" de la société SAS YELMINI et identifié comme tel dans l'arrêté préfectoral portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter de 2023 alors que dans le même temps la société Mediterranean Stone SRL apparaissait également comme Présidente de cette même société SAS YELMINI depuis le 29/03/2024. Aussi, postérieurement à cette inspection, il avait été acté que la société SAS YELMINI devait préciser les liens et pouvoirs donnés à M. MICHON via la société Mediterranean Stone SRL. Au

lendemain de l'inspection du 30/10/2024, la société YELMINI avait transmis un extrait Kbis à jour du 23/10/2024 venant confirmer le statut de Présidente de la société Mediterranean Stone SRL (aucune mention concernant M. MICHON n'apparaissant par ailleurs).

Par un courriel du 01/12/2025, faisant suite à la relance du service d'inspection, le consultant de la société SAS YELMINI a transmis :

- un procès-verbal de décisions, daté du 01/10/2024, par lequel l'associée unique de la SAS YELMINI, à savoir la SAS GSC STONE HOLDING (représentée par sa Présidente, la société de droit italien Mediterranean Stone SRL, elle même représentée par M. Georges MICHON en sa qualité d'administrateur) décide de nommer M. Georges MICHON en qualité de « Directeur Général de la Société » ;
- Un nouvel extrait Kbis à jour du 18/11/2024 confirmant le statut de M. MICHON. au poste de Directeur Général de la Société SAS YELMINI.

Au regard de ce qui précède, la société SAS YELMINI a par ailleurs confirmé, le jour de l'inspection, le statut de "Directeur technique" de la carrière de M. georges MICHON.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.8.2

Thème(s) : Risques chroniques – Périmètre d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de captage et de traitement de l'eau, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)).

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

L'exploitant veille à ce que figure sur ce plan au moins une représentation de vue en coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à la visite d'octobre 2024, l'exploitant a transmis au service d'inspection un "plan de cubature" (relevé n° 59 de décembre 2024) daté du 08/01/2025.

Comme précédemment, ce plan présente les différents secteurs de la carrière (8 zones) ayant fait l'objet d'opérations d'extraction de blocs (matérialisation au moyen d'un fond coloré) et fait état des cubages extraits sans toutefois répondre aux attendus réglementaires du code de l'environnement.

Un second plan ("plan d'exploitation") daté du 14/06/2023 précise quant à lui les références de parcelles cadastrales composant le périmètre de l'autorisation et fait apparaître explicitement les limites d'autorisation d'exploitation et d'exploitation ((contours colorés différenciés). Ce second plan n'est toutefois pas "topographique" ni à jour.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté en séance, un plan topographique en phase d'ébauche (nécessitant donc d'être complété), un relevé topographique complémentaire étant planifié par Alpgéo en ce sens en date du 27/11/2025.

De même, postérieurement à la visite, l'exploitant a confirmé qu'une opération de bornage des limites de propriété du site ICPE avait été planifiée au 03/12/2025, toujours par Alpgéo et en présence du propriétaire des terrains composant l'emprise du site ICPE.

Par courrier du 15/01/2026, l'exploitant a adressé au service d'inspection, copie d'un plan d'exploitation topographique daté du 08/12/2025.

L'examen de ce document montre que ce plan comporte à présent l'essentiel des attendus réglementaires à l'exception de :

- la formalisation des « zones en cours d'exploitation » ;
- la date du levé topographique ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses (seule la présence de deux portails (accès principal et accès supérieur) est indiquée) ;
- les zones de stockage des déchets d'extraction générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains ...).

Par ailleurs, la présence de dispositifs de bornage délimitant le périmètre du site ICPE est formalisée sur ce plan (bornes OGE, clou d'arpentage piquet bois et marque peinture).

A noter le "Nota" présent dans le cartouche du plan indiquant que : « *Les limites périmétriques sont à confirmer et n'ont pas fait l'objet de recherches concernant l'existence de bornage ou reconnaissances contradictoires des limites.* » ? **Ce point nécessite d'être explicité.**

La « limite d'exploitation » est également matérialisée. Cependant, la présence d'une borne OGE ainsi que d'un « piquet fer existant » en partie Sud-Ouest du plan interroge (bornage de l'emprise du périmètre carrière ou non ?) ?

De même, l'absence d'un tracé explicite du périmètre administratif ICPE sur ce dernier plan contribue à cette confusion. La limite d'exploitation précitée mériterait par ailleurs d'être mieux formalisée au moyen d'un tracé coloré (comme cela est le cas sur le plan du 14/06/2023).

Enfin, la formalisation/matérialisation physique de la « bande des 10 mètres » sur l'emprise du site ne semble pas effective (absence de dispositifs de bornage dédiés ?).

A noter par ailleurs que des lignes correspondant à des « profils » (2 et 3) ainsi que des « coupes » (1 et 2) sont également matérialisées sur le plan.

L'exploitant a complété sa transmission par un « plan en coupe 2 » (Sud Sud-Ouest / Nord Nord-Est) formalisant, au regard du phasage prescrit (6 phases dédiées matérialisée par colorimétrie),

<p>l'état actuel de l'exploitation. A ce sujet, l'exploitant a précisé en séance que bien que prévue au phasage, aucune opération d'approfondissement n'avait été réalisée au cours de l'année 2025. Seule un élargissement de la zone supérieure a été réalisé de même qu'un aplatissement de la piste d'accès au carreau inférieur (qui présente aujourd'hui une déclivité de 17 % en partie basse). Aucun plan en coupe correspondant à la coupe 1 n'a cependant été transmis. de même, les lignes de profils 2 et 3 présentes sur ce plan ne sont pas explicitées.</p> <p>Au regard de ce qui précède, l'exploitant respecte la fréquence annuelle de mise à jour de ce document et procède bien à la transmission d'une copie de ce document au service d'inspection des installations classées à la date anniversaire. Cependant, le plan d'exploitation topographique « officiel » transmis doit comporter l'ensemble des attendus réglementaires prescrits et formaliser de manière explicite les différentes limites précitées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de la multiplicité et de l'étendue des secteurs en phase d'extraction sur la carrière, la formalisation, sur le plan d'exploitation, des « zones en cours d'exploitation » (idéalement sur un fond coloré) lors de l'édition de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation 2026, est attendue.</p> <p>A cette occasion, l'exploitant intégrera l'ensemble des remarques et attendus formulés ci-avant par le service d'inspection afin de compléter son plan d'exploitation topographique et de phasage.</p> <p>Des précisions sont par ailleurs attendues en ce qui concerne les coupe 1 et profils 2 et 3 sous un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 mois et 1 mois</p>

N° 3 : Suivi périodique des ouvrages géotechniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 - Article 11.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques - Stabilité des fronts d'abatage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abatage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'assurer le suivi de la stabilité des fronts de la carrière, l'exploitant a mandaté le bureau d'études ARIAS Montagne afin de conduire un diagnostic au droit du massif vis-à-vis de potentielles instabilités présentes sur les anciens fronts de taille de la carrière.</p> <p>Ce diagnostic avait alors conduit à la préconisation d'un certain nombre de travaux de sécurisation qui ont été réalisés en début d'année 2018.</p> <p>Le cabinet ARIAS Montagne était à nouveau intervenu sur site, le 30/06/2020, afin de réaliser un diagnostic de terrain complémentaire. Cette étude avait donné lieu à un rapport de synthèse Arias Montagne du 09/07/2020 (Indice A) préconisant le traitement d'une écaïlle rocheuse (hauteur de 22 mètres / largeur de 16 mètres) par un confortement de type clouage ou tirants actifs.</p>

Un second rapport du 16/11/2020 (Indice A) relatif au « Projet pour le confortement de l'écaille » précisait que suite à la visite de contrôle réalisée par ARIAS Montagne en juin 2020, cette écaille rocheuse avait fait l'objet d'une surveillance topographique par l'entreprise SIXENSE Monitoring au moyen de cibles topographiques suivies par un théodolite automatisé (cibles implantées par la société Arias Montagne). L'installation du système Cyclops avait été réalisée les 29 et 30 juillet 2020 et la dépose le 17/12/2020.

Une nouvelle visite (sur cordes) de l'écaille avait été réalisée par ARIAS Montagne le 05/11/2020.

Il était par ailleurs précisé dans un rapport SIXENSE Soldata Auvergne-Rhône-Alpes du 22/12/2020 que le système de surveillance n'avait pas mis en évidence de mouvement particulier de l'éperon rocheux.

Le rapport Arias Montagne susvisé visait à faire un état du mouvement mesuré à l'aide du dispositif d'instrumentation, à analyser le mode de rupture de la masse rocheuse et enfin à proposer un mode de confortement et à dimensionner ces travaux.

Un rapport émis par la société NGE Fondations en date du 30/07/2021 (Indice A) intitulé « Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) concernant les travaux de confortement d'une écaille rocheuse » était alors venu préciser la nature des travaux réalisés (installation d'une barrière grillagée en amont de l'écaille à conforter, injection des ancrages de confortement). Ces travaux avaient été réalisés entre le 01/03/2021 et le 02/04/2021.

Au total, 51 ancrages Ø 40 mm d'une profondeur de 11 ml et 2 ancrages Ø 40 mm d'une profondeur de 3 ml ont été réalisés.

Pour finir, un compte rendu de réunion de chantier « CR 05 » émis par le bureau Arias Montagne (Assistant MOA) en date du 06 avril 2021 précisait que :

- Le chantier était terminé ;
- La barrière grillagée en tête de paroi était opérationnelle ;
- Tous les ancrages étaient forés et scellés ;
- Les ouvrages étaient validés et conformes au rapport de dimensionnement.

Une nouvelle visite de terrain, réalisée par la société NGE Fondations (2 cordistes), a été réalisée en 2024 afin de procéder à une purge manuelle de sécurité des ouvrages de protection implantés au-dessus de la paroi rocheuse (facture du 31/07/2024).

Pour rappel, **dans le prolongement de la visite d'inspection d'octobre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de préciser si des mesures de suivi des ouvrages de sécurité implantés sur la paroi rocheuse entre 2017 et 2021 avaient été définies conjointement avec le bureau d'étude ARIAS Montagne et le cas échéant, de décliner ces mesures au travers d'une note technique à adresser au service d'inspection ICPE.**

En réponse, l'exploitant avait alors précisé au travers d'un courrier du 16/06/2025 :

- qu'un contrôle avait été réalisé par la société ARIAS Montagne en mars 2025 avant la reprise d'activité ;
- que des préconisations de type 1 avaient été validées et seraient à réaliser en l'absence du personnel de la carrière (planifiées lors de l'arrêt estival en août 2025).

De même, par courriel du 20/10/2025, l'exploitant a transmis une note technique relative au "suivi des fronts 2025". Cette dernière précisait que **la société YELMINI avait décidé en 2025 de faire suivre le site de façon plus globale et pas uniquement les front Sud**. Ainsi, le suivi de la zone d'exploitation Nord a permis d'identifier un point supplémentaire à traiter colonne (située sur un front localisé en contrebas de l'atelier) présentant une rive gauche très ouverte et très fracturée avec un aléa de rupture estimé à "Moyen".

La note concluait sur le fait que des travaux à plus ou moins long termes ont été identifiés et

chiffrés.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'une opération de purge des ouvrages avait été réalisée par la société NGE Fondations les 20 et 21 août 2025 (facture du 03/09/2025 produite).

De même, l'exploitant a présenté en séance le rapport de diagnostic de suivi des fronts (mission G5) produit par ARIAS Montagne en date du 20/03/2025 (rapport faisant suite à la visite des parois sur corde réalisée le 06/03/2025 tel qu'exposé ci-avant).

L'examen de ce document montre que :

- **Concernant l'aléa de chutes de pierres**, il a été constaté une érosion des parois rocheuse sur la frange supérieure de laquelle découle une forte concentration de pierres posées en paroi avec un **aléa de départ qualifié "d'élévé"**;
- **Concernant l'aléa de chutes de blocs**, il a été identifié deux blocs avec des aléas de rupture pouvant être **qualifié de "Moyen"**. le premier est celui relaté ci-avant par l'exploitant et le second est un "coin" situé sur la gauche de l'écaille rocheuse ayant fait l'objet d'une opération de clouage en 2021 ;
- **Concernant l'aléa d'éboulement en masse**, il a été identifié une masse dans la continuité de l'écaille rocheuse précitée (faille/fissure montrant une ouverture d'environ 1 cm ainsi qu'un léger décalage pour un volume global estimé à 500 m3).

Au regard de ce qui précède, **des travaux étaient préconisés (découpés en 3 groupes selon le délai de réalisation préconisé).**

Postérieurement à la visite d'inspection d'octobre 2025, l'exploitant a transmis copie d'un échange courriel du 04/11/2025 avec la société Arias Montagne relatif aux interrogations persistantes de l'exploitant concernant le suivi de la stabilité des fronts de la carrière (fréquence...).

Il en ressort, concernant le suivi des instabilités, qu'une visite à fréquence annuelle (cordistes) serait mise en place **à compter de 2026 doublée d'un contrôle via Sixence (fréquence à préciser) et dont les périodes de réalisation restent à définir.**

Concernant la réalisation effective des travaux dits "à court terme" (mise en place d'un grillage plaqué sur la frange supérieure de la paroi pour capter les pierres résultant de l'altération de la paroi et clouage des 2 blocs identifiés dernièrement), une échéance à 2026/2027 est avancée par l'exploitant.

Cette dernière n'apparaît cependant pas cohérente avec la préconisation du BE ("à réaliser dès que le calendrier le permet", ie pendant la période hivernale!) notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un grillage plaqué sur la frange supérieure de la paroi dans le but de "capter" les pierres (pour rappel aléa élevé de chutes de pierres).

Il est par conséquent demandé à l'exploitant de redéfinir à la baisse cette échéance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments exposés ci-avant montrent la **nécessité pour l'exploitant de définir** dans les meilleurs délais et **en tout état de cause avant la réouverture de la carrière, un plan d'action échéancé** (définition d'une fréquence et d'une périodicité pour chaque type d'opération/d'intervention (contrôles, purges ...) ainsi que la **formalisation d'un « protocole de surveillance des fronts de la carrière »** afin de cadrer le suivi géotechnique des fronts de la carrière YELMINI (surveillance visuelle périodique des fronts de la carrière (hebdomadaire, après chaque évènement météorologique remarquable (gel/dégel, fortes précipitations ? ...) par le chef de carrière (tenue d'un registre chronologique synthétisant les résultats des contrôles) ainsi que des différents ouvrages de sécurité/protection déjà mis en œuvre sur le site.

Ce protocole interne devra faire l'objet d'une validation par le bureau d'étude géologique en charge du suivi du site.

De même, il est demandé à l'exploitant de transmettre une note de synthèse formalisant l'historique complet des actions de suivi de stabilité des fronts de la carrière de même que des travaux de sécurisation découlant de ces diagnostics géotechniques
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : Avant la réouverture annuelle du site

N° 4 : Suivi des retombées atmosphériques de poussières totales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance et mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure un suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) par la mise en place d'un réseau de surveillance.</p> <p>Les campagnes de mesure sont réalisées par un organisme indépendant en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sur la période août/septembre et pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques.</p> <p>Les appareils de mesure sont judicieusement installés en périphérie de la carrière en fonction des vents dominants et de la localisation des riverains.</p> <p>À cet effet, le réseau de surveillance est composé de six points de mesures dont deux au moins sont situés en zone urbanisée, coté hameau de Villette, au Nord du site de la carrière.</p> <p>De même, un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est inclus au plan de surveillance.</p> <p>Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).</p> <p>La durée de chaque campagne est de trente jours minimum.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site.</p> <p>Fréquence :</p> <p>Une première campagne de mesures est réalisée durant la première année suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation puis tous les trois ans.</p> <p>Révision des modalités de surveillance :</p> <p>En fonction des résultats obtenus et sur la base d'un historique d'au moins trois campagnes, la fréquence des campagnes ainsi que le nombre de points de mesures pourront être réduits, à la demande de l'exploitant et après accord explicite du service d'inspection des installations classées.</p> <p>De même, la fréquence ainsi que le nombre de points de mesures prescrits pourront être augmentés selon les résultats obtenus ou en cas de plainte/signalement reçu par le service d'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les résultats des mesures (rapports de synthèse) et le plan de localisation des points de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection d'octobre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de justifier de la réalisation effective d'une première campagne de mesures de retombées de</p>

poussières atmosphériques sur la base du réseau de surveillance prescrit à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de décembre 2024.

Dans son courrier en réponse du 16/06/2025, l'exploitant indiquait que la société Socor air avait été missionnée pour la pose de 6 jauges et une plaquette le 28/04/2025 avec une dépose au 28/05/2025.

En séance, l'exploitant a présenté un rapport d'essais et de prélèvement Alpes Controles daté du 30/07/2025. Ce dernier conclut au fait que la carrière n'est pas particulièrement source de pollution en matière de retombées atmosphériques de poussières avec des résultats présentant une concentration en poussières relevées correspondant à un empoussièrage "FAIBLE" (dans la fourchette des 0 à 200 mg/m²/jour (le pic étant relevé au plus près de la carrière (point de mesure n° 3 implanté à l'entrée) pour une valeur de 135 mg/m²/jour). Ce rapport ne fait cependant pas état de l'implantation d'une plaquette de mesure tel qu'indiqué par l'exploitant ?

L'exploitant a par ailleurs rédigé une notice technique présentant les actions de réduction des poussières mises en œuvre sur le site de la carrière au titre de l'année 2025 (travaux de foration et de sciage en voie humide, arrosage des pistes, mise en place d'un passage canadien à l'entrée du site favorisant le recueil des eaux de ruissellement des pistes et des fines au moyen d'un bassin de recueil/décantation....).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions concernant l'information relative à la pose d'une plaquette de mesure des retombées de poussières sur son site pour la campagne de mesures réalisée en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de préservation de la faune et de la flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article Titre 8 et chapitre 8.3

Thème(s) : Risques chroniques - Suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques

Prescription contrôlée :

Titre 8 - Prescriptions particulières relatives à la préservation de la faune et de la flore

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la faune et de la flore détaillés ci-dessous, issus du dossier de demande d'autorisation, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

[...]

CHAPITRE 8.3 - Suivi de la mise en œuvre des mesures

Les suivis permettent de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de réduction.

Ils sont effectués par des écologues compétents et indépendants qui effectuent des passages sur site dès que cela est nécessaire.

Ils permettent de proposer aux services instructeurs, le cas échéant, les actions correctrices qui seraient nécessaires.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles et concernent en particulier les mesures suivantes :

- Suivi des chiroptères ;
- Suivi de la flore exotique envahissante ;
- Suivi des hibernaculums ;
- Suivi de la végétation périphérique.

Pour chacune des thématiques listées ci-avant et avant la reprise de l'exploitation selon les dispositions du présent arrêté préfectoral, un suivi par un écologue est défini sous la forme d'un

protocole pour toute la durée de vie de la carrière et jusqu'à la fin de la phase de remise en état. Un exemplaire de ce protocole est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de décembre 2023 prescrit des suivis permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de réduction fixées au titre des prescriptions particulières relatives à la préservation de la faune et de la flore.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 01/12/2025, un rapport du bureau d'étude NATERIS daté du 04/11/2025 relatif au suivi écologique réalisé sur la carrière YELMINI et à l'assistance à la mise en place de mesures ERCA.

L'examen de ce document montre que :

Pour l'année 2025, les mesures suivantes devaient être mises en place :

- Réalisation de la mesure MRTec 01 : Stratégie contre le développement d'espèces végétales exotiques envahissantes ;
- Réalisation de la mesure MRTec 05 : Pose de nichoirs pour les hirondelles de fenêtre (2x2 nids), de gîtes pour les chiroptères (x2), de nichoirs à moineaux et à rougequeue (x3) ;
- Réalisation de la mesure MRTec 06 : Mise place d'hibernaculum ;

Afin de mieux anticiper l'ensemble des mesures à prendre au fur et à mesure de l'exploitation, le suivi 2025 a également concerné :

- Le suivi des chiroptères au niveau des bâtiments afin de connaître la population présente ;
- La visite du secteur de stockage des blocs afin d'estimer la faisabilité et le temps de travail préalable au déplacement des blocs (anticipation mesure MRTec 02). Les mesures MRTec 02 et MRTec 03 ne seront pas appliquées lors de ce suivi car aucun bloc ne doit être déplacé en 2025 et les bâtiments vont rester en place jusqu'à 2027 ;
- Un examen des fronts de taille afin d'inventorier les éventuelles hirondelles nicheuses (principalement Hirondelle de rochers) et conseiller l'exploitant sur la marche à suivre pendant et après la nidification ;
- Le contrôle de la végétation périphérique.

3 passages ont été réalisés sur l'année 2025 :

- 21 février 2025 : Contrôles des hibernacula et pose des nichoirs ;
- 23 mai 2025 : Contrôles et suivi + Hirondelles ;
- 03 juillet 2025 : Contrôles.

Le rapport précité atteste de la mise en œuvre des mesures prescrites (la présence des hibernacula H2 et H3 a notamment été constatée lors de la visite de terrain).

Par ailleurs, un suivi a été initialisé par le bureau d'étude écologue (suivi des oiseaux (en falaises, bâtiments et nichoirs), des chiroptères (bâtiments et blocs rocheux), des hibernacula (présence de lézards des murailles en 2025) .

Enfin, les visites périodiques ont permis d'identifier la présence d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) avérée sur le site :

- Le robinier faux-acacia (*Robinia pseudo-acacia*), largement présent que ce soit sur les lisières et massifs végétalisés de la carrière. Il est également très répandu dans le massif boisé formant la limite Nord, où il est en mélange avec l'érable sycomore ;
- Le buddleia de David (*Buddleja davidii*), arbrisseau également très présent au sein de la carrière et avec une capacité à se développer sur des matériaux caillouteux dépourvus de terre ;

- Le solidage glabre (*Solidago gigantea*), plus localisé sur le site le long de la piste menant à la zone de stockage située au Sud ;
- La vergerette annuelle (*Erigeron annuus*), présente de façon localisée le long du bâtiment en bordure de piste.

Pour finir, des préconisations en terme de suivi (suivi annuel des nichoirs, gîtes et hibernacula...) mais également concernant les moyens de lutte contre les EVEC (MRTec 01) ont été émises par le bureau d'étude au titre de l'année 2026 et un calendrier d'intervention a été proposé.

A noter toutefois que le chapitre 8.3 susvisé prescrivait la **formalisation d'un protocole de suivi par un écologue pour toute la durée de vie de la carrière** et jusqu'à la fin de la phase de remise en état. Or, le jour de la visite, ce document n'a pas été présenté en séance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera, **sous un délai de 2 mois**, de la formalisation d'un protocole de suivi par un écologue pour toute la durée de vie de la carrière et jusqu'à la fin de la phase de remise en état.

Un exemplaire de ce protocole sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Commission locale d'information de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 - Article 1.10.6

Thème(s) : Risques chroniques - Communication avec les riverains, élus et associations

Prescription contrôlée :

Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une commission d'information de la carrière, présidée par le maire de la commune d'Aime-la-Plagne et composée de représentants des communes déléguées, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.

L'invitation comportant un ordre du jour, sera transmis par le président en exercice à tous les membres, au moins quinze jours avant la commission. Le président pourra, en tant que de besoin, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission.

Les services de l'État concernés et l'inspection des installations classées pourront être invités en tant que de besoin.

Constats :

En séance, l'exploitant a confirmé qu'une commission locale d'information de la carrière était planifiée annuellement sous la présidence de la commune.

La précédente commission (première commission faisant suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral portant prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter) s'était tenue le 21/11/2024 en présence du service de la DREAL.

Une nouvelle commission s'est tenue (sans la présence de la DREAL) le 10/12/2025.

A ce jour, aucun compte-rendu n'a été transmis au service d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre copie du compte rendu de la commission locale d'information 2025 dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite